

Sri Lanka : participation aux cérémonies de commémoration

Recherche rapide de l'analyse-pays OSAR

Berne, 10 avril 2020

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en allemand et en français

COPYRIGHT

© 2020 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Table des matières

1	Introduction.....	4
2	Participation à des commémorations, activisme pour les personnes disparues	4
2.1	Surveillance, arrestations et intimidations à l'encontre des activistes et des personnes participant aux commémorations	4
2.2	Depuis novembre 2019, intensification des mesures contre les commémorations et contre les activistes militant pour les personnes disparues	6
3	Sources	7

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Les personnes qui, au Sri Lanka, participent à des commémorations pour les victimes de guerre, à des marches commémoratives ou au Great Heroes Day (Maaveerar Naal) ou qui soutiennent activement de telles manifestations pour les personnes disparues sont-elles exposées à des risques ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 Participation à des commémorations, activisme pour les personnes disparues

2.1 Surveillance, arrestations et intimidations à l'encontre des activistes et des personnes participant aux commémorations

Depuis 2019 déjà : surveillance, arrestations et intimidations par les forces de sécurité à l'encontre des proches des personnes disparues ainsi que des activistes et des personnes participant aux événements commémoratifs. *Human Rights Watch* (HRW, janvier 2020) indique que les familles des personnes disparues pendant la guerre font état d'intimidations de la part des soldats. L'armée aurait également perturbé des commémorations tamoules. *Clément Nyaletsossi Voulé, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association*, a rapporté, après sa visite sur place en juillet 2019, que les mères de personnes disparues et les activistes qui soutiennent les familles de personnes disparues subissaient des intimidations au moment de prévoir l'organisation et de participer à des commémorations et des journées commémoratives de personnes disparues. Le *rapporteur spécial* a par exemple appris que, le 18 mai 2019, alors que les familles de personnes disparues d'Ampara assistaient à un service commémoratif au temple Thirukkovil Manikka Pillayar, des soldats de l'armée sont arrivés et ont détruit et enlevé le matériel commémoratif. Les soldats ont, selon cette même source, également menacé d'arrêter et d'incarcérer les personnes présentes. *Voulé* s'est dit très préoccupé par les nombreux rapports qu'il a reçus sur la surveillance, y compris sur la surveillance en ligne. Ainsi, les activités du secteur de la société civile sont surveillées et des personnes subissent des intimidations, selon *Voulé*. Les personnes demandant des informations sur leurs proches disparus sont soumises à une surveillance régulière. Cette surveillance consiste notamment en des interrogatoires, des intimidations par téléphone et des prises de photos et de vidéos. Ce type de surveillance entrave le travail des organisations de la société civile et décourage les

gens de participer à des manifestations. En effet, les rapports consultés par le *rapporteur spécial* pendant son séjour dans le pays l'ont confirmé. Des membres de la société civile ont également fait part à *Voulé* de leurs préoccupations quant à l'utilisation de ces informations, tant aujourd'hui qu'à l'avenir (HCDH, 2019). *UK Home Office* (2020) cite un militant des droits humains ayant déclaré dans une interview datant de septembre 2019 que les forces de sécurité faisaient usage de tactiques d'intimidation contre les activistes. Selon cette même source, ces tactiques sont par exemple utilisées contre les personnes représentant les familles de personnes disparues. Le militant des droits humains ajoute que beaucoup craignent que les mesures aillent au-delà des tactiques d'intimidation. La *Human Rights Commission* sri-lankaise, citée par le *UK Home Office*, indique avoir enregistré des plaintes régulières provenant du nord et de l'est, même avant l'élection de Gotabaya Rajapaksa. Ainsi, lorsque se réunissent les familles pour parler des disparus ou que se rassemblent des activistes des droits humains, des représentants des services secrets sri-lankais apparaissent alors, selon la *Human Rights Commission* (*UK Home Office*, 2020). Le *Department of Foreign Affairs and Trade* (ministère australien des affaires étrangères et du commerce – DFAT) a lui aussi signalé en novembre 2019 que, selon des membres de la population tamoule, les autorités sri-lankaises continuent de surveiller les rassemblements publics et les manifestations dans le nord et l'est du pays. Selon cette même source, les autorités surveillent et interrogent des individus et groupes spécifiques. Le DFAT (2019) indique ainsi que les forces de sécurité surveillent principalement les individus associés à des questions politiquement « sensibles » liées au conflit. Il s'agit notamment d'activités liées au conflit, aux personnes disparues, à la cession des terres et aux commémorations. Selon le DFAT (2019), dans le nord, les participant-e-s aux manifestations liées à des questions politiques sensibles font l'objet d'une surveillance et d'interrogatoires. Se fondant sur des sources locales dans le nord et l'est, le DFAT (2019) indique que les activités de surveillance sont assurées par le renseignement militaire et par le *Criminal Investigation Department* (CID). Dans de nombreux cas, les forces de sécurité sont vêtues en habits civils et évitent de s'identifier. Selon des sources locales, les personnes qui assistent à des rassemblements publics et des manifestations sont souvent photographiées (DFAT, 2019).

La surveillance est particulièrement étendue dans le nord et l'est. Selon les observations du *rapporteur spécial des Nations unies*, *M. Voulé*, la surveillance semble être particulièrement répandue dans le nord et l'est du pays et avoir été renforcée après les attaques du dimanche de Pâques, bien que les zones touchées n'aient que peu ou pas de liens avec les attaques ou leurs auteurs. En outre, cette source mentionne une présence militaire forte et continue (HCDH, 2019).

La loi PTA est utilisée contre les commémorations et les organisations de personnes disparues. Selon le *rapporteur spécial des Nations unies*, *M. Voulé*, la loi antiterroriste « Prevention of Terrorism Act » (PTA) est utilisée de manière inégale contre les minorités ethniques et religieuses dans le nord et l'est. Il est souvent fait usage du PTA afin d'interrompre les commémorations et de harceler les organisations de la société civile qui s'occupent des questions de responsabilité, de disparitions et de restitution des terres saisies par les militaires pendant la guerre (HCDH, 2019).

Enlèvements et tortures en 2017 et 2016 : risques liés à la participation à des commémorations. L'OSAR (2018) a souligné, se fondant sur les cas de torture documentés en 2016 et 2017 par l'ITJP, que la participation à des événements commémoratifs pouvait conduire à une mise en danger.

2.2 Depuis novembre 2019, intensification des mesures contre les commémorations et contre les activistes militant pour les personnes disparues

Mesures de restriction au travail de mémoire sous le nouveau gouvernement. Selon le *Center for Policy Alternatives* (CPA, 2020), il existe des signes évidents indiquant que des mesures sont prises pour restreindre les activités liées aux droits humains et au travail de mémoire. Le CPA mentionne ainsi une lettre publiée par le secrétaire du district de Mullaitivu datant du 26 février 2020 dans laquelle il appelle les organisations locales et internationales à réduire au minimum les « programmes de soft skills ». Selon le CPA, ces recommandations rappellent fortement les tentatives du gouvernement en fonction avant 2015 de restreindre les activités portant sur des questions considérées comme critiques (CPA, 2020).

Surveillance en cas de participation à la commémorations « Maaveerar Naal » ; menaces et arrestations pendant la préparation de cette commémoration en novembre 2019. La *personne de contact A*, prêtre catholique dans le nord du Sri Lanka, a indiqué à l'OSAR le 2 avril 2020 que les participant-e-s à la cérémonie de commémoration « Maaveerar Naal » font l'objet d'une surveillance et sont harcelé-e-s par les forces de sécurité. Il existe également un risque, selon cette même source, que les personnes fassent ensuite l'objet d'une attention particulière de la part des forces de sécurité en raison de leur participation à l'événement. La *personne de contact A*, par exemple, a été photographiée par les forces de sécurité lors de sa dernière participation à cet événement en novembre 2019 (information de la *personne de contact A* transmise le 2 avril 2020 via une messagerie instantanée). Le portail d'information tamoul *Tamil Guardian* a souligné dans un article du 24 novembre 2019 les nombreuses menaces subies par les Tamouls qui organisent la commémoration « Maaveerar Naal » de la part des forces de sécurité sri-lankaises. Dans certains cas, selon cette même source, les personnes ont été menacées par des militaires habillés en civil et ont reçu l'ordre de ne pas organiser de cérémonies commémoratives. De plus, diverses personnes qui préparaient la cérémonie de commémoration ont été convoquées par la police. Le 26 novembre 2019, le *Tamil Guardian* a en outre rapporté que la police avait arrêté et détenu temporairement treize Tamouls à Mullaitivu pendant les préparatifs de la cérémonie « Maaveerar Naal ».

La surveillance et les actes d'intimidation à l'encontre des proches des personnes disparues et des activistes ont considérablement augmenté depuis le changement de gouvernement en novembre 2019. Selon des informations de HRW de février 2020, les forces de sécurité et les services de renseignement sri-lankais ont intensifié la surveillance et les menaces à l'encontre des familles des personnes disparues et des activistes qui les soutiennent. Selon cette source, cette intensification a été constatée depuis que Gotabaya Rajapaksa est devenu président en novembre 2019. Des activistes engagés dans six localités du nord et de l'est du pays pour le compte de proches de victimes de disparition forcée ont signalé à HRW que la surveillance et les actes d'intimidation de la part du gouvernement ont considérablement augmenté. Un membre du groupe Mères de disparus, dont le fils a disparu en 2009, a déclaré à HRW que des membres de la police criminelle (CID) lui ont rendu visite à plusieurs reprises depuis l'élection présidentielle. Une personne travaillant en étroite collaboration avec les familles des disparus a indiqué à HRW que, dans l'environnement relativement ouvert du gouvernement précédent, de nombreux proches de disparus avaient choisi de

s'exprimer sur leur cas. Selon cette même source, les forces de sécurité connaissent à présent l'identité des personnes ayant parlé de leurs crimes, de sorte que les victimes craignent pour leur sécurité (HRW, 2020). La *personne de contact A* indique qu'à la suite des manifestations de proches de disparus dans le nord du pays, le 4 février 2020, des participant-e-s ont été menacé-e-s d'arrestation par les forces de sécurité et ont subi d'autres intimidations (information de la *personne de contact A* transmise le 20 mars 2020 via une messagerie instantanée). Selon les informations fournies par la *personne de contact C*, *active dans le domaine des droits humains dans le nord du Sri Lanka*, les différents services secrets sri-lankais surveillent avec une grande intensité les personnes qui soutiennent les familles des personnes disparues. Ces activistes reçoivent selon cette même source souvent des appels de la part des agents de renseignement, qui les invitent à fournir des informations sur leurs activités et leurs mouvements (information transmise par e-mail le 23 mars 2020 par la *personne de contact C*).

Convocation à des interrogatoires auprès du CID, risque élevé d'arrestation. Certains de ces activistes ont également été convoqués à Colombo pour une enquête plus approfondie, où ils ont été interrogés au quatrième étage du *Criminal Investigation Department* (CID), étage où selon les rumeurs seraient pratiqués les actes de torture. Selon la *personne de contact C*, *active dans le domaine des droits humains dans le nord du Sri Lanka*, les activistes engagés pour les familles des personnes disparues risquent certainement d'être arrêtés (information transmise par e-mail le 23 mars 2020 par la *personne de contact C*).

3 Sources

CPA, 2020:

*«Beyond these official statements are **disturbing trends towards authoritarianism, militarization and securitization with a new brand of professionals directly loyal to the President playing an increasingly influential role in the policy direction of the present Government. This is also in a context where an aggressive line is being taken towards reconciliation and rights protection with incidents of cracking down on dissent, reverting back to the patriots vs traitors dichotomy and the initiation of a fresh assault on independent institutions.** (...) A test for the President in the immediate future is whether and how he consolidates his base and delivers on campaign promises. This is also in a context where former **President Mahinda Rajapaksa is Prime Minister and wields considerable power as per the Nineteenth Amendment.** With these two power centres, held by two brothers, developments in the next Parliament will require close attention on whether constitutional reforms will pave the way for consolidation of power with the Executive Presidency, or whether a compromise is reached to keep some provisions of the present framework intact. Notable is the role of Basil Rajapaksa. As the chief mastermind of the emergence of the SLPP as a political force and the 2018 and 2019 election victories, **Basil Rajapaksa is a force to be reckoned with and will likely play a pivotal role in decision making in Sri Lanka.** (...) Despite a decade having passed since the end of the war, **militarization is evident across Sri Lanka with the role of the military expanding into new areas in post war Sri Lanka.** Since the Easter Sunday attacks, the primacy afforded to security, stability and a strong ruler witnessed the military and intelligence receiving prominence and the legislative and policy agenda being informed and influenced by national security considerations. Candidate Gota-baya Rajapaksa and his campaign were able to use this momentum and address the fears of*

the public, receiving a resounding mandate with his promise to provide stability and security. **This has witnessed the expansion of a powerful Ministry of Defence with an unprecedented number of former military officials receiving promotions and appointments to key positions in government, despite some facing allegations of past abuses. (...) The intention to strengthen the defence and intelligence arm is also evident with proposals of future legislation including in the area of intelligence and counter-terror. These would require careful scrutiny when made public to ensure there is oversight and safeguards. In the last few months, militarization has amplified to new and different levels. In addition to the high number of former military personnel appointed to key positions in government, there has been an increase in check points especially in the North and East and more recently with military police brought into reduce traffic congestion. There is also the rising prominence of those who have been personally loyal to President Rajapaksa, for instance the promotion of Lt. General Shavendra Silva to Acting Chief of Defence and the vociferous defence of him when he was designated by the United States of America. (...)**

One of the **key themes of the SLPP election campaign was an opposition to the political processes associated with human rights and reconciliation in Sri Lanka and this has been reflected during their time in government. The official withdrawal from cosponsoring the United Nations Human Rights Council (UNHRC) Resolution, the Government's declaration that legislation providing for the Office of Missing Persons (OMP) will be reviewed, and the President's statement declaring that all wartime missing persons are dead, all point to a lack of regard for Sri Lanka's ethnic question and legacy of past abuses.**

(...) Human rights in general have come under increased scrutiny and threat. Recent months have witnessed an increase in surveillance of civil society with regular visits to offices and requests for information including in some instances personal information of activists. Signs of restricting activities linked with human rights and reconciliation were evident when the Additional District Secretary of Mullaitivu District issued a letter on 26th February 2020 requesting that local and international organisations minimise 'soft skilled programmes', a reminder of pre 2015 attempts by the then Government to restrict the work on issues deemed sensitive. Protection concerns have also been raised including the alleged abduction of the employee of the Embassy of Switzerland and the subsequent attacks she faced in the media. Some journalists and media organisations have also come under scrutiny with journalists questioned and threatened and media houses searched. Restrictions on freedom of assembly were also seen with the Government designating an area for protests in the heart of Colombo.²⁸ With the NGO Secretariat coming under the purview of the Ministry of Defence and the prospect of future legislation and regulations to restrict civil society and media, credible fears remain as regards the civic space in Sri Lanka. New threats to freedom of religion have also arisen following Prime Minister Mahinda Rajapaksa's statements regarding a possible revival of the anti-conversion bill. These developments are reminiscent of Sri Lanka's past and now initiated by a popular President in the guise of national security and discipline. (...)

The 100+ days of this Government raises concerns with some key reforms introduced since 2015 to provide for the rule of law and human rights protection. With the possibility of amending the Nineteenth Amendment to the Constitution, fears are of the return to politicised and weak institutions and processes. These will directly impact key institutions such as the judiciary, independent commissions and others who have played a critical role in being an effective check on the Executive. In such a context, cases already before court will continue to face numerous delays whilst other cases might fall by the wayside whilst

justice remains elusive. Since taking office, there has been an increase in the rhetorical attacks on independent institutions and individuals who took the lead and were involved in investigations into financial crimes and human rights violations. Public criticism on investigators linked to key cases commenced soon after the Presidential elections, with some senior officials facing demotions, transfers and attacks in the media. Such trends do not bode well for other officials including those prosecuting and, in the judiciary, and it is likely the vilification will continue and possibly increasing in the lead up to Parliamentary Elections and beyond. (...) Further, worrying signs of interference and undermining of the judiciary were evident in the first few months of Government. In January the President appointed a Commission of Inquiry (COI) into 'political victimization' in terms of past investigations and inquiries and later expanded its mandate. Soon after the COI issued instructions to the Attorney General to stop proceedings with the Attorney General refusing to abide by such instructions.» Source: Center for Policy Alternatives (CPA), Sri Lanka's Recent Political Challenges & Prospects for the Future, mars 2020, p. 2, 4, 7-10: www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2020/03/Commentary-Sri-Lanka%E2%80%99s-Recent-Political-Challenges-Prospects-for-the-Future.pdf.

DFAT, 2019:

«Members of the Tamil community claim that authorities continue to monitor public gatherings and protests in the north and east, and practise targeted surveillance and questioning of individuals and groups. Security forces are most likely to monitor people associated with politically-sensitive issues related to the war, including missing persons, land release and memorial events. (...) Communities in the north and east report that monitoring is undertaken by military intelligence and the Police Criminal Investigation Department, though in many cases officers dress in plain clothes and do not identify themselves. According to local sources, those participating in public gatherings and protests are often photographed. In the east, local informants within the community (including neighbours and business owners) reportedly undertake monitoring on behalf of the authorities. Intelligence agencies also monitor links to foreign groups, including some in the Tamil diaspora.(...) Local sources told DFAT that participants in politically-sensitive protests in the north, particularly in relation to missing persons and land returns, are monitored and sometimes questioned by the authorities.» Source: Australian Government – Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), DFAT Country Information Report Sri Lanka, 4 novembre 2019, p. 24-25, 42: www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf.

HRW, février 2020:

«Sri Lankan security forces and intelligence agencies have intensified surveillance and threats against families of victims of enforced disappearance and activists supporting them since Gotabaya Rajapaksa became president in November 2019, Human Rights Watch said today. The Sri Lankan government should fulfill its commitments to the United Nations Human Rights Council to strengthen efforts to locate the "disappeared" and bring those responsible to justice.

Activists working in six locations in the northern and eastern parts of the country on behalf of relatives of the forcibly disappeared told Human Rights Watch that there has been a significant increase in government surveillance and intimidation. One activist

said that prior to a recent victims' meeting, "every one of the mothers got at least six telephone calls from different intelligence agencies asking, 'Where is the meeting?' 'Who is organizing the meeting?' 'What is being said?'" Another activist said, "We can't do any visible programs.... We've stopped everything."

"The families of Sri Lanka's 'disappeared' have spent years waiting for answers, but with the Rajapaksas back in power, security forces are threatening them to drop their demands for truth and accountability," said Meenakshi Ganguly, South Asia director. "The government needs to stop the harassment immediately and abide by Sri Lanka's pledges to the UN to uncover the fate of the 'disappeared' and provide justice to victims' families."

*Thousands of people, primarily ethnic Tamils, are believed to have been forcibly disappeared in state custody between 2005 and 2015, when the current president was defense secretary and his brother, current Prime Minister Mahinda Rajapaksa, was president. President Rajapaksa has resisted demands for justice, including past Sri Lankan commitments to the UN Human Rights Council, and said at a recent meeting with the UN that the "missing persons are actually dead." (...) During the bloody civil war, from 1983 to 2009, between the Sri Lankan government and the separatist Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), both sides committed numerous abuses, including enforced disappearances. UN reports found credible allegations of enforced disappearances by government forces of captured LTTE fighters and Tamil civilians during the final months of the war in 2009. **Among the army units the UN implicated in the worst atrocities at the war's end were those commanded by the current army chief, Gen. Shavendra Silva, and the defense secretary, Gen. Kamal Gunaratne. On February 14, 2020, the United States State Department designated Silva and his immediate family members ineligible for entry into the US "due to credible information of his involvement, through command responsibility, in gross violations of human rights, namely extrajudicial killings."***

The new Rajapaksa administration has halted legal proceedings initiated by the previous government against navy officers accused of the enforced disappearance and alleged killing of 11 young men in Colombo and its suburbs in 2008 and 2009. In November 2019, following the presidential election, a government investigator looking into this and other cases of alleged serious rights violations implicating government officials fled the country following threats. Other criminal investigators have since been put under travel restrictions. A member of the advocacy group Mothers of the Disappeared whose son was forcibly disappeared in 2009 told Human Rights Watch that since the presidential election she has been repeatedly visited by members of the police Criminal Investigation Department (CID). (...)

"They have come and asked who is going to meetings," she said. "And who is going to Geneva [to attend the UN Human Rights Council]. These are children who were taken by white vans from our houses or who surrendered [to the army]. These are the children we are talking about. I want to know what happened to my son – whether he is dead or alive, and if he is not alive, what happened to him and who did it; whether he was beaten, whether they broke a limb."

A person who works closely with the families of the disappeared said that under the relatively open environment of the previous government, many relatives of the disappeared had chosen to speak out about their cases. “Now they [the security forces] know who talked about their crimes, so the victims have fears about their safety,” he said.”

Source: Human Rights Watch, Sri Lanka: Families of ‘Disappeared’ Threatened, 16 février 2020: www.hrw.org/news/2020/02/16/sri-lanka-families-disappeared-threatened.

HRW, janvier 2020:

«Some families of people forcibly disappeared during the war reported intimidation by soldiers. The army also disrupted Tamil memorial events. In May, families of the disappeared from Ampara were at a remembrance ceremony when soldiers arrived and destroyed or removed banners and decorations, and threatened to arrest the participants.

Voulé reported concerns that, particularly in the north and the east, associations proposing to work on subjects including LGBTI rights, disappearances, land rights, and post-conflict reconciliation, were denied registration, and were subject to surveillance and intimidation. Activists said that these problems increased after the Easter Sunday attacks.» Source: Human Rights Watch (HRW): World Report 2020 - Sri Lanka, 14 janvier 2020: www.ecoi.net/en/document/2022757.html.

OHCHR, 2019:

«During my mission, I heard stories that mothers of disappeared persons and activists supporting families of the disappeared have been intimidated against organising and participating in memorial ceremonies and memorial days for those who disappeared. For example, I learnt that on 18 May 2019, families of the disappeared from Ampara were at a remembrance ceremony at Thirukkovil Manikka Pillayar Temple, when army soldiers arrived and destroyed and removed banners and decorations, threatening to arrest and detain the participants.

(...) I am very concerned at the numerous accounts I received of surveillance, including online surveillance, used to monitor the activities of the civil society sector and intimidate those protesting peacefully for their demands to be heard. Whether people demand the return of their lands, information on their disappeared family members, better living and working conditions, all seem to undergo some low but regular level of surveillance which includes questioning, intimidating phone calls and taking of photos and videos. This type of surveillance can inhibit the workings of civil society organisations and dissuade people from joining in demonstrations. Indeed, reports that I have heard while I have been in the country have indicated such. Members of civil society have also expressed their concerns to me as to how this information may be used, both now and in the future.

Surveillance seems to be particularly prevalent in the North and East of the country and seems to have increased following the Easter Sunday attacks, even though the areas affected have little to no connection with the attacks or the perpetrators. This, coupled with the continuous and strong military presence, which has a highly symbolic value for the lack of accountability for the human rights violations committed during the war, contribute to perpetuate the frustrations, resentment and disenfranchisement, felt by the communities in those areas which remain mistrustful of any State institution. While

this surveillance may not be a State-led policy, the State has the responsibility to take the necessary steps so that civil society can freely carry out their legitimate work without surveillance or intimidation.

Indeed, before, during and after my consultations with civil society, participants reported receiving intimidating phone calls, demanding information on other participants, topics discussed and route plans. I was personally witness to this surveillance. During my consultation in Trincomalee, presumed intelligence personnel in civilian clothing were observed monitoring participants outside of the meeting place. In another location, military personnel took note of our vehicles' number plates. I must, at this point, categorically condemn these instances of surveillance, which may be considered as acts of reprisal and I remind the Government that it has an obligation to ensure that no acts of reprisal occur against those under its jurisdiction who wish to interact with UN human rights mechanisms.

*Furthermore, the **Prevention of Terrorism Act is used to unevenly target ethnic and religious minorities in the North and East, often being instrumentalised to break up memorial gatherings and harass civil society organisations working on issues such as accountability, disappearances and return of lands seized by the military during the conflict.***» Source: Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), End of Mission Statement United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and association, Mr. Clément Nyaletsossi Voulé, on his visit to Sri Lanka (18-26 July 2019), 26 juillet 2019: www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24818&LangID=E.

OSAR, 2018:

Das unter der Leitung von Yasmeeen Sooka stehende International Truth and Justice Project (ITJP) hält in seinem Bericht vom Juli 2017 fest, dass Polizei und Militär 2016 und 2017 weiterhin tamilische Personen entführte, illegal gefangen hielt, folterte und vergewaltigte und schliesslich gegen Zahlung von Lösegeld freiließ. In sämtlichen der von ITJP dokumentierten Fälle waren die entführten und gefolterten Menschen während ihrer Gefangennahme weder im Rahmen des Prevention of Terrorism Act (PTA) noch irgendeines anderen Gesetzes verhaftet worden.(...)

Systematische Entführungen und Folter, innerhalb der Befehlsstrukturen der staatlichen Sicherheitskräfte gebilligt. Laut ITJP (Juli 2017) gibt es starke Indizien, dass die von ITJP dokumentierten Fälle von Entführungen und Folter systematisch erfolgen und innerhalb der Befehlsstrukturen der staatlichen Sicherheitskräfte gebilligt werden. **Die Entführungen und Folter sind nach Einschätzung des ITJP-Bericht (Juli 2017) nicht Aktionen von rangniederen «verdorbenen Äpfeln» («rotten apples») innerhalb der Sicherheitskräfte. So hätten Betroffene geschildert, dass hohe Offiziere in den Folterräumen anwesend waren. Nachdem die Misshandelten geflohen waren, seien ihre Familien von Geheimdienstmitarbeitenden überwacht worden, um ihr Schweigen sicherzustellen. Die Gefangenen wurden zudem in speziell gefertigten Zellen festgehalten und die Verhörräume waren mit Folterinstrumenten ausgestattet. Auch wurden die Fingerabdrücke der Opfer biometrisch mit Instrumenten erfasst, die nicht durch das organisierte Verbrechen genutzt würden. Ausserdem sei aufgrund von Zeugenaussagen darauf zu schliessen, dass bei den Verhören auf ein ausgeklügeltes Informationssystem zurückgegriffen werden**

konnte, in welchem Informationen aus früheren Verhören gesammelt und für neue Verhör-Teams verfügbar war. Dies deutet auf einen hohen Grad zentraler Koordination und auf geheimdienstliches Datenmanagement hin.(...)

Eine Kontaktperson des International Truth and Justice Projects (ITJP) gab der SFH am 13. Dezember 2017 Auskunft, dass das ITJP bis zu diesem Zeitpunkt **Zeugenaussagen zu 76 Fällen von Entführungen in den Jahren 2015 bis 2017 aufgenommen hätte**. Davon hätten sich rund 33 im Jahr 2015, 34 im Jahr 2016 und neun im Jahr 2017 ereignet. Die Mehrheit der Entführungen wurde laut Kontaktperson des International Truth and Justice Projects (ITJP) (13. Dezember 2017) im Vanni-Gebiet einschliesslich der Umgebung der Stadt Vavuniya dokumentiert.(...)

Profile der Entführten und Gefolterten (ITJP-Fälle): Tamilische Ethnie, politische Aktivitäten, Rückkehr aus dem Ausland, Verbindungen zur LTTE, Zeugen von Kriegsverbrechen. Bei den von ITJP dokumentierten Fällen handelt es sich ausschliesslich um tamilische Personen. Nach Angaben des Berichts von ITJP (Juli 2017) sei aufgrund der Zeugenaussagen der entführten und gefolterten Personen oft von mehreren, sich überlappenden Gründen auszugehen, weswegen tamilische Betroffene in den Fokus der sri-lankischen Sicherheitskräfte geraten seien. **Einerseits könne die Beteiligung an Gedenkveranstaltungen oder das Ausführen von rangniederer politischer Arbeit für lokale tamilische Parlamentsmitglieder eine Gefährdung zur Folge haben.** Dazu könne das Verteilen von Flugblättern oder Postern, das Sammeln von Unterschriften für Petitionen oder das Sammeln von Namen von verschwundenen Personen gehören (ITJP, Juli 2017). Frühere Berichte des ITJP wiesen ebenfalls auf ähnliche politische oder regierungskritische Tätigkeiten hin, die zu einer Gefährdung führen konnten (siehe SFH, 2016).

Weiter kann eine Rückkehr aus dem Ausland dazu beitragen, dass eine Person Gefahr läuft, entführt und gefoltert zu werden. **Eine relevante Anzahl der Betroffenen ist so nach aktuellem Bericht des ITJP (Juli 2017) nach der Rückkehr entführt und anschliessend zu Aktivitäten und tamilischen Personen im Ausland verhört worden.**

Schliesslich kann laut Bericht des ITJP (Juli 2017) **auch eine Verbindung zu den Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) dazu führen, dass Personen entführt und gefoltert werden.** So weisen Betroffene eine schwache Verbindung oder eine rangniedere Mitgliedschaft zur LTTE auf, ohne diese den Behörden zuvor angegeben und ohne eine «Rehabilitation» durchlaufen zu haben. In einigen Fällen bestehe die **Verbindung der entführten und gefolterten Personen lediglich darin, dass ein Familienmitglied Mitglied der LTTE war.** So seien unter den Betroffenen auch Nachkommen von ehemaligen LTTE-Kämpfer_innen und selber zu jung, um LTTE-Kämpfer_innen gewesen zu sein. Auch frühere Berichte von ITJP (siehe SFH, 2016) weisen darauf hin, dass direkte und indirekte Verbindungen zur LTTE Faktoren sind, die zu einer Gefährdung beitragen können. (...)

Fokus der Verhöre auf Neugruppierung der LTTE, «Säuberungs-Operationen» gegen ehemalige LTTE-Mitglieder_innen, ausländische Finanzierung der LTTE. Die gegenüber ITJP bezugten Inhalte der Verhöre lassen ebenfalls darauf schliessen, dass eine Verbindung zur LTTE eine Gefährdung bedeuten kann. ITJP (Juli 2017) dokumentiert in seinem jüngsten Bericht, dass sich die in Gefangenschaft durch die Sicherheitskräfte durchgeführten Verhöre der 2016 und 2017 entführten und gefolterten Personen auf spezifische Themen rund um die LTTE fokussierten. Einerseits hätten sich die Fragen auf eine **mögliche Neugruppierung der LTTE und auf mögliche finanzielle und weitere Unterstützung aus dem Ausland konzentriert.** Zudem hätten die Verhörenden **Interesse an möglichen Verbindungen der Diaspora zu Protesten im Norden Sri Lankas gezeigt.** Schliesslich sei aufgrund von Zeugenaussagen davon auszugehen, dass die Sicherheitskräfte weiterhin in Säuberungs-Operationen gegen Personen engagiert sind, welche sie als Überbleibsel der LTTE betrachten. Ein

Hinweis darauf sei, dass bei Verhören laut Zeugenaussagen Fotografien an Wänden befestigt waren, auf welchen die Gesichter von ehemaligen LTTE-Kämpfer_innen markiert und durchgestrichen waren. Insbesondere werde gegen Personen vorgegangen, welche verdeckt und ausserhalb des Vanni-Gebiets für die LTTE tätig gewesen waren. Nach Angaben des ITPJ-Berichts (Juli 2017) lag ein **weiterer Fokus der Verhöre auf finanziellen Unterstützungen durch die Diaspora für wohltätige Zwecke und der Annahme der Sicherheitskräfte, dass diese Mittel für die LTTE verwendet würden.** (...)

Massive Folter und sexuelle Gewalt. Im Bericht von ITPJ (Juli 2017) wird detailliert beschrieben, wie die Sicherheitskräfte die Entführten folterten: Falaka (Bastonnade), Schläge (mit Schläuchen oder Stöcken), Auspeitschen, Treten, Schlagen, Verbrennen mit Zigaretten oder mit heissen Metallstangen, Erstickern mittels mit Benzin oder Chili behandelten Plastiksäcken, Untertauchen der Köpfe in Wasserbehälter, Fesseln und Anbinden an Stühlen und manchmal Traktieren mit Stromschlägen. Zusätzlich wurden männliche und weibliche Betroffene vergewaltigt und anderer Form sexueller Gewalt ausgesetzt. Die meisten Betroffenen wurden während Wochen oder Monaten mit diesen Methoden durch die Sicherheitskräfte gefoltert.» Source: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Entführungen von tamilischen Personen mit LTTE-Verbindungen im Distrikt Jaffna und in der Nordprovinz, 12 janvier 2018, p. 1-2, 4-6: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/180112-lka-entfuehrungen-jaffna.pdf.

Tamil Guardian, 26 novembre 2019:

«**Sri Lankan police arrested thirteen Tamils, including the Mullaitivu co-ordinator of the Tamil National People's Front (TNPf), while they were preparing for Maaveerar Naal remembrance tomorrow.** The group were clearing and decorating space in Mullivaikkal when Mullaitivu police and intelligence officers arrived and warned them not to carry out any remembrance activities. The police seized the red and yellow flags and other decorations the organisers were using and also arrested all thirteen individuals present, transporting them to Mullaitivu police station. After extensive questioning the group were let go but warned to carry out the commemorations 'peacefully' and not to use LTTE flags or symbols.» Source: Tamil Guardian, 13 Tamils arrested during Maaveerar Naal preparations, 26 novembre 2019 : www.tamilguardian.com/content/13-tamils-arrested-during-maaveerar-naal-preparations.

Tamil Guardian, 24 novembre 2019:

«**The Sri Lankan security forces have threatened Tamils who have helped organise activities across the North-East ahead of Maaveerar Naal next week.** President of the Tamil National People's Front Gajen Ponnambalam said that "organisers everywhere" **had been threatened by both Sri Lanka's military and police.** Ponnambalam said that earlier today, **TNPf General Secretary Selvarajah Kajendran was threatened by "military personnel in civil clothes" to stop all preparation work for Maaveerar Naal in Point Pedro, claiming a court order had been put in place.** Also earlier today, **Tamils in Mullivaikkal were "warned by police not to organise any event" by plainclothes officers who instructed them to report to the security forces on Monday.** **In Vavuniya yesterday, "police had asked 4 organisers of the memorial events there to report to the police," Ponnambalam added.**»

Source: Tamil Guardian, Sri Lankan military threatens Maaveerar Naal organisers, 24 novembre 2019: www.tamilguardian.com/content/sri-lankan-military-threatens-maaveerar-naal-organisers.

UK Home Office, 2020:

«Several sources acknowledged that they were aware or believed that there was some monitoring of the diaspora by the Sri Lankan authorities. Journalist 1 stated that this was common practice as the government and military are fearful of an uprising and so place officers amongst protestors in the UK to monitor them. Journalist 2 was aware of protesters having their photos taken by those inside the Sri Lankan High Commission. The representative from the northern province community stated that activists were probably monitored, and he had heard reports of members of the diaspora facing intimidation when they return to Sri Lanka although he noted this was not the case for everyone and was more likely to be prominent activists. The same source did also note that members of UK/US Tamil groups and Global Tamil Forum (GTF) members have been able to come and go within Sri Lanka and travel to the north to cover the war heroes' event and have faced no problems. He went on to note that there may be a degree of self-censorship amongst active diaspora groups and some may not feel comfortable returning. Although he stated that some diaspora groups do what they do to raise their asylum profile.

5.2.3 IOM stated that persons involved in protests abroad are of no interest as demonstrating abroad is not an offence although if links can be found to banned organisations then it may increase the risk on return.

5.2.4 **Monitoring on return to Sri Lanka is also a possibility if you are deemed to have done something against the government and monitoring of social media also occurs. A human rights activist and Journalist 1 both mentioned that former cadres and others employed by the authorities monitor protests and communities in the north and east.** Journalist 1 also stated that in Jaffna many media organisations were penetrated by excadres, paid by the military and that during the war, journalists in league with the government were placed in countries abroad to monitor activities (...)

Human Rights Activist, 30 September 2019, Q. Are Tamils still arrested and detained?

There is interest from the security forces to look for former LTTE members. The source cited a woman [human rights defender who was summoned to the TID today (30th September 2019).

The SF use intimidation tactics against activists, e.g. those representing families of the disappeared. There is a fear that something more could happen. Former LTTE cadres have been summoned, too. Some with an activist profile, but not all. In the last year an activist from the East attended a human rights conference in the North and was arrested and beaten. Some random Tamils are subject to intimidation.

(...) Human Rights Commission (HRC) 1 October 2019 Q. Are former LTTE members still of interest/arrested?

The HRC thought monitoring continued. A judicial medical officer was arrested for allegedly attempting to organise violent activities. A case was registered against him and there were reports of explosives being found under bridges in the North. This must be viewed in the political context; it happened just before elections. HRC are cautious when conducting investigations – you have to read between the lines. Freedom of speech and association has opened up since October 2015. **However, complaints from the North and East are still received. For example, when families meet to discuss the disappeared, or when human rights defenders meet, intelligence officers appear at these meetings.** “

(...) Tamil National Alliance (TNA), 1 October 2019

(...) Tamils who were involved in military conflict often know of other Tamils who were involved in the conflict and have disappeared then they have a genuine fear.» Source: UK Home Office, Report of a Home Office fact-finding mission to Sri Lanka; Conducted between 28 September and 5 October 2019, 20 janvier 2020, p. 19-20; 36, 40, 43, 46: www.ecoi.net/en/file/local/2023055/Sri_Lanka_FFM_report_2020.pdf.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérants sous www.osar.ch/pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.